



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le 3 OCT. 2017

N/Réf : 78.684/CL  
Dossier suivi par : Christian Lahure  
Tél. : 247 86819  
E-mail : christian.lahure@mev.etat.lu

**Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de  
certains plans et programmes sur l'environnement (art.7.2)**

**Avis de la Ministre de l'Environnement  
sur le rapport sur les incidences environnementales  
et le projet d'aménagement général de la commune de Hosingen**

**I. CONTEXTE**

**I.1. Obligations légales.**

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 pose le principe que tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale stratégique. Elle instaure un système d'évaluation préalable des effets que peuvent avoir des projets publics ou privés sur l'environnement, ceci au stade de leur planification.

La directive a été transposée en droit national à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les obligations qui en résultent pour le maître d'ouvrage comprennent la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après le rapport environnemental) ainsi que la consultation du public, la Ministre ayant l'environnement dans ses attributions (ci-après le Ministre), ainsi que toute autre autorité ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement entendus en leurs avis.

## **I.2. Modalités procédurales**

Par courrier du 21 juin 2017, l'administration communale de Hosingen, en sa fonction de maître d'ouvrage, a soumis pour avis au Ministre le rapport environnemental élaboré par l'association des bureaux d'études ECAU/efor\_ersa., tel qu'il a été présenté au conseil communal le 15 juin 2017.

A la saisine étaient en outre joints le projet d'aménagement général, les évaluations des incidences prévisibles sur les chiroptères complémentaires effectuées par le bureau-expert ProChirop pour certaines zones plus sensibles (p.ex. à Hosingen et Eisenbach).

Selon les vœux de l'article 6.3 de la loi modifiée du 22 mai 2008, le Ministre avait émis en date du 18 août 2014 son avis sur l'ampleur et le degré de précision des informations du rapport environnemental à produire. Des avis complémentaires se rapportant à de nouvelles surfaces non encore évaluées furent émis les 20 et 23 décembre 2016.

Lesdits courriers comportaient un certain nombre de précisions et recommandations en ce qui concernait le contenu et la démarche du rapport environnemental proprement dit. Le Ministre avait critiqué entre autres la structure et la qualité du document du dossier soumis qui manquaient de précision et de rigueur sur de nombreux items. L'avis renvoyait à

- l'obligation de compléter l'« UEP » par des évaluations sommaires sur les incidences prévisibles sur les espèces protégées dont plus spécifiquement l'avifaune et les chiroptères ;
- l'obligation de revisiter certaines notices d'impact élaborées selon les vœux de l'article 12 de la loi PN notamment en ce qui concerne les effets prévisibles sur le Grand Murin en cas d'urbanisation de certaines surfaces à Eisenbach
- l'obligation de la prise en compte des biotopes et habitats d'espèces sur le territoire communal ceci notamment dans une perspective de conservation respectivement de restitution de maillage écologique intra-urbain. Le degré de détail de la thématique de la diversité biologique devrait permettre une différenciation suffisamment précise au niveau du régime de protection à appliquer ceci notamment par rapport au 2ème pilier de la directive « Habitats » (protection stricte de certaines espèces) ;
- la mise en lumière de l'enjeu de la consommation du sol alors que la première estimation soumise par le bureau d'études avait laissé entrevoir une forte discordance avec le cadre posé par le Plan National pour un Développement durable ;
- une prise en compte appropriée de l'identité villageoise et du paysage pour certaines surfaces particulièrement vulnérables ;
- l'abandon du statut de classement projeté de certaines surfaces particulièrement sensibles ;

- ainsi qu'un certain nombre de remarques spécifiques aux surfaces évaluées.

## **II. ANALYSE DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL**

En vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008, le Ministre est chargé d'émettre son avis sur l'évaluation environnementale stratégique à deux niveaux : d'une part, sur la qualité du rapport environnemental, et d'autre part, sur la prise en compte des enjeux environnementaux par l'autorité communale dans le cadre du projet d'aménagement général.

Le présent avis se résume aux considérations relevant des attributions du Ministre, sans préjudice des remarques à formuler par les autres autorités compétentes.

### **II. 1 De la qualité générale du rapport environnemental**

#### **Population/Santé humaine**

S'agissant de la thématique Population/Santé humaine, il y a lieu de constater que les aspects ayant trait à l'environnement humain ont été analysés à suffisance et que les conclusions du bureau d'études en peuvent être partagées.

Le bureau d'études dédie un chapitre à la problématique des terres d'excavation, ce qui est, en principe, salué. Le chapitre reste néanmoins très théorique tout en renvoyant aux schémas directeur se rapportant aux surfaces concernées par des problématiques de relief. Le détail en est insuffisamment élaboré et le cadre peu contraignant du schéma directeur ne garantira pas une prise en compte appropriée des mesures d'atténuation. (*Die geplante Bebauung soll unter Berücksichtigung der topografischen Gegebenheiten eine möglichst optimale Integration in die Topografie gewährleisten* »).

#### **Diversité biologique/Protection des espèces**

La description générale de l'état initial de l'environnement naturel est développée dans le chapitre 3.1 du rapport environnemental. Il est apprécié que celui-ci ne se limite pas aux seuls critères généraux se rapportant au territoire communal, mais tente de faire un décodage plus précis des principales caractéristiques des localités avec une mise en évidence des éléments les plus remarquables. Il n'en reste pas moins que le lecteur reste sur sa faim en ce qui concerne les forces et faiblesses réelles des maillages intra-urbain existants au niveau des différents villages.

S'agissant du premier pilier des directives « Habitats » et « Oiseaux », à savoir la protection du réseau Natura 2000, il convient tout d'abord de rappeler que les notices d'impact remises pour les besoins en annexe à l'«UEP» avaient donné lieu à de multiples

critiques développées dans l'avis du Ministre du 18 août 2014. Une révision conséquente de celles-ci avait été jugée indispensable notamment en raison de la non-prise en compte de la présence potentielle du Grand Murin, espèce-cible de la zone Natura 2000 LU0001002, sur un certain nombre de surfaces sises à Eisenbach et Rodershausen.

Le rapport environnemental revient sur cette thématique dans son chapitre 7, « *Mise à jour et éléments complémentaires de l'évaluation IN-FFH* » et plus particulièrement sur les chiroptères dans le sous-chapitre 7.3.2.

Les zones ou parties de zones destinées à être urbanisées situées à l'intérieur du périmètre de la zone Natura 2000 LU0001002 concernées par les chiroptères sont listées dans un tableau récapitulatif à la page 223 du rapport environnemental.

Le bureau d'études y conclue que « *Vu la surface cumulée des zones ou parties de zones susceptibles de représenter un terrain de chasse, supérieure aux seuils fixés, et sauf inventaires complémentaires, on peut considérer que le projet de PAG n'est à priori pas compatible, au sens strict, avec les objectifs de protection de la zone Habitats LU0001002 pour les trois espèces-objectifs que sont le Murin de Bechstein, le Grand Murin, et le Vespertilion à oreilles échancrées. Une limitation de la taille des surfaces concernées est recommandée. Au sens strict, la surface constructible au sein de la zone protégée serait en principe à limiter à la surface correspondant aux seuils d'incidences, fixés (de manière cumulative) à 1600 m<sup>2</sup> pour les trois espèces de chiroptères. En cas d'aménagement, des mesures compensatoires doivent être élaborées* ».

Il s'en dégage que le seuil d'orientation surfacique maximal se voit dépassé pour les trois espèces de chiroptères concernées (Grand Murin, Murin de Bechstein et Vespertilion à oreilles échancrées).

Aussi, convient-il de rappeler que

- selon l'article 6 de la directive « Habitats » et de l'article 12 de la loi PN seuls sont autorisés les projets et **plans** respectant l'intégrité de la zone protégée d'intérêt communautaire ;
- le scénario de la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'incompatibilité avéré d'un **plan** ou projet avec les objectifs d'une zone Natura 2000 n'est pas prévu par la directive « Habitats » respectivement son guide d'application ad hoc si ce n'est qu'en cas d'intervention nécessaire dans l'intérêt public majeur et après évaluation des éventuelles alternatives.

Sous cette optique, il est un constat que la rédaction de ce chapitre est d'une incohérence manifeste et insuffisamment rigoureux du point de vue juridique.

Une confrontation plus poussée aurait été de mise pour démêler ce conflit alors qu'en l'occurrence, il en va de l'approbation respectivement de la non-approbation d'un projet de PAG mis sur orbite après de longues années de travaux d'évaluation !

Une analyse plus approfondie du tableau 7-1 soumis fait apparaître que le dépassement des seuils critiques pour les trois espèces visées émanerait principalement de

l'urbanisation projetée de quatre surfaces dont deux situées à Rodershausen (3-07 et 3-13) et les deux autres à Eisenbach (5-05 et 5-14).

**Pour la surface 3-07**, aucune évaluation complémentaire permettant d'écarter le doute d'un impact significatif sur les espèces-cibles de la zone Natura 2000 n'aura été nouvellement présentée avec le rapport environnemental quand bien même qu'un tel complément avait été jugé indispensable dans mon avis du 18 août 2014. Le rapport environnemental reste donc déficitaire sur ce point.

**Pour la surface 3-13**, aucune évaluation complémentaire permettant d'écarter le doute d'un impact significatif sur les espèces-cibles de la zone Natura 2000 n'aura été nouvellement présentée avec le rapport environnemental quand bien même qu'un tel complément avait été jugé indispensable dans mon avis du 18 août 2014. Le rapport environnemental reste donc également déficitaire sur ce point.

**Pour la surface 5-05**, l'évaluation complémentaire n'aura pas pu être livrée en raison de l'opposition à un accès de terrain de la part du propriétaire concerné. Alors que le contexte de la surface en question s'apparente à celui de la surface 5-06 qui y est adjacente, les auteurs du rapport environnemental auraient pu proposer de s'en tenir à la conclusion ad hoc de la prise de position complémentaire de 2016 du bureau-expert ProChirop, conclusion comme quoi le doute d'effets significatifs sur les trois espèces concernées peut être écarté.

**Pour la surface 5-14**, aucune évaluation complémentaire permettant d'écarter le doute d'un impact significatif sur les espèces-cibles de la zone Natura 2000 n'aura été nouvellement présentée avec le rapport environnemental quand bien même qu'un tel complément avait été jugé indispensable dans mon avis du 18 août 2014. Le rapport environnemental reste donc également déficitaire sur ce point.

En raison du caractère opaque et indigeste du sous-chapitre 7.3.2, la rédaction de ce dernier devrait être retravaillée en fonction des rigueurs prévues par la directive « Habitats » et son guide d'application.

**En ce qui concerne le deuxième pilier des directives « Habitats » et « Oiseaux »**, à savoir la protection stricte de certaines espèces, il y a d'abord lieu de constater que la commune aura mis à profit le processus de l'évaluation environnementale stratégique pour procéder à l'une ou l'autre étude de terrain détaillée pour des surfaces plus sensibles.

D'une manière générale, les surfaces critiques ont bien été identifiées bien que certains conflits prévisibles en relation avec les espèces protégées se voient reportés à des échelons administratifs antérieurs (PAP...).

Des tableaux spécifiques en annexe au rapport environnemental renvoient à des espaces susceptibles d'accueillir les mesures d'atténuation anticipées dites mesures « CEF ». Sans explications plus détaillées, la concrétisation des mesures reste malheureusement hypothétique.

Dans ce sens, la conclusion plutôt positive du bureau d'études en ce qui concerne l'absence d'effets cumulatifs significatifs générés par la programmation urbaine aurait mérité à être nuancée. L'analyse ad hoc en reste manifestement insuffisamment incisive.

Le rapport environnemental comporte des tableaux récapitulatifs des surfaces comportant des biotopes tombant sous **les dispositions de l'article 17 de la loi PN** (tableaux 9-5, 9-6 et 9-7), avec une transcription approximative, en valeur éco-points. Les tableaux en question présentent la particularité intéressante qui consiste dans l'évaluation du potentiel de conservation des dits biotopes. Il aurait été indiqué, une fois cette piste empruntée, de reprendre en cette occasion, la façon comment le projet de PAG soumis entend faire écho aux propositions de conservation formulées (SU, schémas directeurs ou autre). Afin de mieux estimer le volume compensatoire prévisible à court et moyen terme, une distinction entre les surfaces avec et sans statut ZAD aurait été intéressante.

Considérant le fait que le bilan soumis ne comporte pas encore d'estimation en valeur-écopoints des habitats d'espèces protégés au titre de l'article 17 de la loi PN, il pourra d'ores et déjà être constaté que la mise en œuvre de la programmation urbaine impliquera une perte substantielle de la diversité biologique actuellement présente sur le territoire communal et que le volume des mesures compensatoires s'annonce substantiel.

Le rapport environnemental comporte sous forme de tableaux (Annexe 2) certaines pistes utiles en ce qui concerne les compensations prévisibles pour les biotopes protégés au titre de l'article 17 de la loi PN et voués à disparition sans rentrer pour autant davantage dans le détail en ce qui concerne la mise en œuvre de ces mesures. Ainsi, en l'absence d'explications complémentaires, le travail fourni reste malheureusement hypothétique et sa concrétisation pose question.

**L'analyse du rapport environnemental fait donc apparaître que la mise en œuvre du projet de PAG présupposera des efforts très conséquents pour contribuer au maintien d'une diversité biologique de qualité sur le territoire communale. La conclusion du bureau d'études comme quoi le projet de PAG de la commune du Parc Hosingen ne pourra se faire sans incidences négatives sur la diversité biologique (p. 258) est entièrement partagée.**

Bien que dans une perspective de moyen terme, il sera possible de recourir au mécanisme des éco-points et du pool écologique s'y rapportant, il est tout à fait dans l'intérêt de la commune de voir se réaliser ces mesures prioritairement sur son territoire communal afin que la qualité éco-paysagère spécifique puisse y être perpétrée à long terme. La commune est donc vivement encouragée de creuser les pistes amorcées dans le rapport environnemental afin de contribuer ainsi à une mise en œuvre fluide des futurs PAP.

### **Consommation/Protection du sol**

Le rapport environnemental comporte sous son chapitre 9.3 une ventilation des différentes surfaces comptabilisées pour les besoins de la projection en rapport avec la consommation du sol. La présentation du bilan est relativement opaque et comporte un certain nombre de déficits tels la non prise en compte des zones de jardins qui pourtant sont

à considérer comme zone destinées à être urbanisées, les zones d'activités créées par le biais de modifications ponctuelles du plan d'aménagement général...

Suite à l'intervention du Département de l'environnement auprès du bureau d'études, une adaptation du bilan fût entreprise et présentée au Département de l'environnement par courriels électroniques du 4 octobre 2017.

Il en ressort du bilan adapté que le seuil d'orientation selon la projection du Plan National pour un Développement Durable se trouve dépassé du simple au double (+/- 64 ha ha selon le projet de PAG par rapport à 32,76 ha selon la projection du PNDD).

**Il est évident que ce dépassement de +/- 100% est à considérer comme substantiel et c'est donc à juste titre que les auteurs du rapport environnemental concluent que l'objectif de la stabilisation à un certain niveau de la consommation du sol ne se trouve pas atteint à travers le projet de PAG sous avis.**

**Il est toutefois regrettable que les auteurs se limitent au prédit constat sans rentrer davantage dans une quelconque réflexion d'ordre plus stratégique sur des scénarios de développement moins ambitieux respectivement des phasages plus contenus.**

Le renvoi aux différentes mesures envisagées au courant du processus de l'évaluation environnementale stratégique a certes ici toute sa raison d'être dans ce chapitre (si l'on fait abstraction de l'argument appuyé sur les surfaces objet de l'«UEP» et qui furent maintenues en zone verte en raison de leur sensibilité évidente), mais il n'en reste pas moins que celles-ci demeurent largement insuffisantes pour pouvoir remédier au conflit identifié. Dans ce contexte précis, une hiérarchisation plus incisive en ce qui concerne les différentes surfaces à développer et leur sensibilité spécifique aurait pu contribuer à une mise en lumière plus évidente des surfaces à reclasser en zone verte respectivement sous régime ZAD.

## **Protection et gestion de l'eau**

### Concernant les eaux usées

Les informations relatives à la situation d'assainissement sont développées d'une manière très précise dans le tableau 9-3. Les conclusions en peuvent être partagées tout en rappelant que le potentiel de développement ambitieux du projet de PAG risquera à moyen terme une adaptation des charges épuratoires de certaines station d'épuration.

### En ce qui concerne le volet « eaux souterraines »

Le rapport environnemental relève à juste titre que le projet de PAG de la commune du Parc Hosingen se trouve en dehors de zones de protection de captages utilisés pour l'alimentation en eau potable.

#### En ce qui concerne le volet « zones inondables »

A l'exception des campings « Brecher » et « Kohnenhof », le rapport environnemental identifie l'ensemble des surfaces concernées par les inondations. Il s'agit de surfaces localisées dans les villages de Rodershausen et Eisenbach. Il s'agit majoritairement de problématiques très locales pour lesquelles les auteurs du rapport environnemental préconisent l'exclusion du périmètre urbanisable de ces parties de surface (p.245), sans toutefois malheureusement se prononcer si oui ou non le scénario proposé aura été suivi au niveau du projet de PAG.

#### En ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable

L'analyse du rapport environnemental fait apparaître certaines déficiences en relation avec la capacité insuffisante et l'ancienneté des réservoirs ainsi qu'un risque de sous-pression en particulier dans les réseaux d'Eisenbach et de Wahlhausen. Il est évident que ces déficiences gagneront en acuité en raison du potentiel de développement ambitieux du projet de PAG.

#### En ce qui concerne le volet cours d'eau

Dans son chapitre 9.4 traitant de l'objectif du bon état des eaux de surfaces et des eaux souterraines, le volet cours d'eau n'est pas spécifiquement abordé. Or, en vue d'atteindre le bon état écologique des eaux de surface et de protéger l'habitat des espèces de la moule perlière (*Margaritifera margaritifera*) et de la mulette épaisse (*Unio crassus*), il convient de prévoir des servitudes le long des cours d'eau répondant à des critères bien précis. Le rapport environnemental aurait dû développer davantage cette thématique qui est généralement abordée dans l'analyse détaillée des différentes surfaces.

Les deux nouveaux quartiers RO-NQ-02 et EB-NQ-05 se situent dans des zones particulièrement vulnérables. Le cours d'eau « Our » présente ici une très bonne qualité hydromorphologique et des habitats particulièrement riches nécessitant une protection renforcée. Le rapport environnemental aurait mérité à mettre davantage en lumière ces conflits potentiels.

Aussi, une confrontation avec la partie écrite en ce qui concerne le libellé de la servitude « urbanisation » - cours d'eau aurait-elle été indiquée.

#### Concernant les eaux de surface

Le rapport environnemental renvoie au cadre défini par le guide d'orientation « Regenwasserleitfaden » qui est à considérer comme base pour l'établissement du concept de la gestion des eaux pluviales. Une confrontation plus poussée avec les différents schémas directeurs en ce qui concerne la mise en application de ces principes aurait été indiquée.

## Protection des paysages

L'analyse de l'état initial de l'environnement en ce qui concerne le volet « Paysage » tout comme les vulnérabilités spécifiques présentes, sont développées dans le chapitre 3 du rapport environnemental. Il est apprécié que les auteurs prennent le soin d'aborder, bien que brièvement, les principales caractéristiques des différentes localités composant la commune du Parc Hosingen. Toutefois, les espaces les plus vulnérables du point de vue de l'identité villageoise ne sont malheureusement pas abordés du tout, de sorte que la vision présentée dans ce chapitre reste limitée par rapport aux enjeux prévisibles.

Aussi, une mise en relation plus évidente avec la programmation urbaine et les surfaces susceptibles d'influer sur ces caractéristiques aurait pu être envisagée dans l'intérêt d'une optimisation du document.

Les auteurs du rapport environnemental signalent également dans ce contexte qu'« à l'échelle communale, une amélioration de l'ensemble du maillage écologique est proposée au niveau du concept paysager de l'étude préparatoire » (p.13).

Or, il convient de rappeler que le rapport environnemental, tout comme l'étude préparatoire, constitue une étude séparée et autonome à élaborer dans le cadre des plans et programmes concernant, entre autres, l'aménagement urbain et rural, à laquelle aucune autre étude ou document visés par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne saurait suppléer (CA no 28076C du rôle). Ainsi donc, la description de l'état initial du maillage écologique ainsi que son évolution prévisible auraient dû figurer dans le rapport environnemental, surtout en raison du fait que le rapport environnemental n'aborde plus spécifiquement cette thématique par après, ni dans le contexte du chapitre traitant des effets sur le paysage ni dans celui développant la thématique de la diversité biologique.

En ce qui concerne les différentes surfaces évaluées, les sensibilités paysagères ont pu être identifiées, bien qu'ici encore l'identité villageoise ait mérité une plus grande prise en considération. Il est apprécié que le rapport environnemental se confronte, bien que timidement, avec les différents schémas directeurs pour les surfaces les plus vulnérables. D'une manière générale, les mesures d'atténuation proposées demeurent toutefois trop hypothétiques et se résument trop souvent à la mise en place d'écrans de verdure. La présentation de la mise en place de corridors verts génèreux en tant qu'unique vecteur d'intégration est insuffisante et relève davantage du vœu pieux et de l'incantation que de la réalité du marché immobilier au Luxembourg. Une interprétation autrement plus nuancée aurait été indiquée.

## Mesures de suivi

Le chapitre 8.4 traitant du monitoring demeure très général et devra être retravaillé en incluant d'une manière plus précise quelles sont pour chaque surface les mesures à prévoir, les acteurs impliqués ainsi que le calendrier prévisible pour leur mise en œuvre. Elles sont à développer sous forme de tableaux synthétiques avec une transposition parallèle graphique pour chaque village qui en améliore la lisibilité et l'appropriation en aval. De

surcroît, une hiérarchisation des objectifs et des mesures envisagées, ceci tant pour ce qui en est de leur acuité que du délai de leur mise en œuvre, ainsi que les zones à incertitudes, déclinées pour chacun des villages aurait été indiquée alors qu'en l'état, celle-ci n'est pas perceptible. Vu le nombre d'incertitudes persistantes au niveau du statut de protection (art. 17/20) pour un certain nombre de surfaces, il est important de mettre en évidence de manière plus transparente les zones critiques nécessitant un suivi plus conséquent.

Cette hiérarchisation aurait eu le mérite de mettre davantage en évidence les actions prioritaires ainsi qu'éventuellement les actions subséquentes s'y rattachant. Ainsi, par exemple, une telle priorisation aurait été indiquée en raison du fait qu'il existe un mécanisme d'autorisation pour la destruction de biotopes protégés au titre de l'article 17 de la loi PN, mais qu'il n'existe pas de mécanisme comparable dans le contexte des mesures CEF qui nécessitent un suivi plus poussé et donc aussi une plus grande attention de la part des différents acteurs impliqués.

**En résumé, le rapport environnemental sous avis constitue un document de qualité moyenne. Bien qu'amélioré par rapport à l'UEP qui avait donné lieu à de multiples critiques de la part du Département de l'environnement, l'abordage reste difficile et les raisonnements ne peuvent être aisément suivis à tous les niveaux.**

**La rédaction du texte coule comme un long fleuve tranquille et manque ostensiblement de relief en raison de multiples redondances qui caractérisent les différentes évaluations des surfaces et de l'absence de toute hiérarchisation palpable des conflits identifiés.**

**La description de l'état initial de l'environnement aurait pu être par endroits plus complète et il aurait été indiqué d'insister davantage sur les espaces susceptibles d'être particulièrement mis à tribut par la mise en œuvre du programme urbain.**

**Les principaux enjeux s'y trouvent identifiés pour les surfaces prises individuellement alors que l'évaluation à une échelle plus stratégique s'y trouve délaissée. Ainsi, le document soumis ne creuse pas davantage le conflit du projet de PAG en ce qui concerne la maîtrise de la consommation du sol dans la mesure où il se contente de renvoyer au fait que certaines zones devraient être reclassées (p.244).**

**Les conflits identifiés individuellement et cumulativement pour l'urbanisation de certaines surfaces en raison de leur localisation à l'intérieur d'une zone Natura 2000 (Rodertshausen) n'ont pas été démêlés selon les exigences usuelles. Les raisons pourtant n'en sont pas davantage développées dans le rapport environnemental qui, d'une manière générale, n'expose guère les différents arbitrages qui eurent lieu lors du processus de l'évaluation environnementale stratégique.**

**Les perspectives pour les continuités écologiques intra-urbaines sont insuffisamment développées. Les pondérations opérées auraient pu être plus incisives afin de mieux dégager les espaces plus critiques par rapport aux autres.**

**Les mesures d'atténuation sont justes, mais insuffisamment développées et confrontées avec les réalités du terrain.**

Le document reste muet sur les effets de l'augmentation du trafic à l'intérieur de la localité de Hosingen et les pressions collatérales sur la nécessité de la réalisation d'un contournement avec ses dommages éco-paysagers spécifiques.

Certaines surfaces (zone militaire, reclassement en zone mixte-v d'une surface classée zone réservée sur le PAG en vigueur au Sud de Hosingen...) n'ont pas été abordées.

Le dispositif de suivi présenté est déficitaire et insuffisamment développé.

Il en résulte que les plus-values escomptées à travers l'évaluation stratégique environnementale restent limitées, notamment au niveau de leur concrétisation. Les mesures proposées ne semblent pas toujours à la hauteur des enjeux et auraient par endroits mérité à être plus solidement argumentées. L'affirmation reprise de manière non critique comme telle de l'étude préparatoire comme quoi le projet de PAG serait en phase avec les principales orientations du Programme directeur de l'aménagement du territoire (p.7) apparaît comme inappropriée.

### III. Appréciation sur la prise en compte de l'environnement dans le cadre du projet d'aménagement général

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est une démarche qui contribue au développement durable des territoires. Le fait d'interroger l'opportunité des décisions d'aménagement en amont de la réalisation des projets s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix.

En l'occurrence, il a pu être constaté que, par rapport aux conclusions du rapport environnemental, l'autorité communale a donné une certaine traduction aux mesures d'atténuation y proposées. La volonté d'intégrer les composantes de l'environnement humain et naturel dans sa démarche d'aménagement communal est perceptible. Tout au long du processus de l'évaluation environnementale stratégique, l'autorité communale a soigné la démarche itérative en impliquant les acteurs étatiques dans ses réflexions.

La commune a également réagi à certaines sensibilités identifiées dans le rapport environnemental en procédant à un reclassement de terrains destinés à être urbanisés selon le PAG en vigueur en zone verte. Aussi, toutes les nouvelles surfaces jugées sensibles et particulièrement vulnérables lors des premiers travaux d'évaluation de l'«UEP» ont finalement été maintenues en zone verte.

Il convient de féliciter l'autorité communale pour les options prises et de l'encourager de persister dans le scénario tracé.

Il n'en reste pas moins qu'en dépit de ces options et de la volonté de différer l'urbanisation de certaines surfaces (→ZAD), l'action d'endiguer l'envergure excessive de la

consommation du sol inhérent au PAG existant reste insuffisante et que le potentiel de développement de villages tels que Rodershausen, Lehmkaul, Bockholtz, Consthum et autres reste proportionnellement trop important et que des efforts supplémentaires devront être envisagés.

L'identification des biotopes et habitats protégés au titre des articles 17 et/ou 20 est très exhaustive pour les surfaces NQ alors qu'elle est inexistante pour les autres surfaces. Il est proposé d'y revenir pour certaines de ces surfaces d'envergure plus importante. Dans ce contexte particulier, il convient effectivement de rappeler que l'identification ainsi opérée répond aux dispositions de l'article 3, alinéa 3 du règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement d'une commune (*« La partie graphique indique également des zones ou éléments définis en exécution d'autres dispositions légales réglementaires et administratives. »*). Il y a également lieu de rappeler que l'identification demeure en l'état dépourvue de valeur juridique propre et devra être lue comme un outil de simplification administrative, destiné à rendre transparente pour les propriétaires l'existence de zones susceptibles de tomber sous le champ d'application de l'article 17/20 de la prédite loi du 19 janvier 2004. Elle ne s'oppose donc nullement au caractère normatif de la partie graphique et constitue un outil utile dans le cadre des procédures administratives à respecter lors de la mise en œuvre du PAG.

Bien qu'insuffisamment mise en relation avec les surfaces plus spécifiquement concernées ainsi qu'avec leur opérationnalité ultérieure, il convient de mettre en évidence la démarche entreprise avec le bureau d'études responsable de l'évaluation stratégique environnementale (annexe 2) et consistant à esquisser des espaces susceptibles d'accueillir les mesures compensatoires dont la mise en œuvre s'avérera nécessaire tout au long de la concrétisation de la programmation urbaine telle que prévue par le projet de PAG soumis.

Une action plus volontariste en ce qui la conservation de certains biotopes protégés, bien que perceptible par endroits, aurait été indiquée. Trop souvent l'idée de conservation de l'un ou l'autre biotopes dans le cadre de futurs développements de PAP n'est repris qu'au seul niveau des schémas directeurs respectifs sans qu'il n'en soit fait écho dans la partie réglementaire proprement dite. Malheureusement, le seul fait d'esquisser leur conservation dans les schémas directeurs ad hoc ne constitue qu'une mesure en demi-teinte et risque d'aboutir in fine à la logique de la table rase.

La volonté de l'autorité communale de protéger les cours d'eau se reflète dans le projet de PAG soumis qui prévoit la servitude « urbanisation - cours d'eau » [E] à plusieurs endroits. Considérant que le cours d'eau « Our » est l'habitat de la moule perlière et de la mulette épaisse, il conviendra de prévoir une servitude de minimum 10 mètres à partir de la crête de la berge.

Aussi, les zones inondables HQ10, HQ100 et HQextrême actuellement en vigueur selon le règlement grand-ducal du 5 février 2015 déclarant obligatoires les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation, sont bien représentées dans la partie graphique. Il convient de rappeler dans ce contexte que pour toutes les zones se superposant avec les zones inondables en vigueur (HQ10, HQ100 ou HQextrême), les conditions suivantes sont à respecter :

- Chaque volume de rétention supprimé est à compenser localement.
- Toute construction ou tout aménagement constituant un obstacle hydraulique défavorable à l'écoulement des hautes eaux est strictement interdit.
- Les surfaces habitables ainsi que toute installation sensible doivent se trouver hors zone inondable afin de réduire le risque de dommage pour les personnes, les biens et l'environnement.
- Les garages souterrains de lotissement aux alentours des cours d'eau sont à construire de manière étanche avec des rampes d'accès se trouvant hors de la zone inondable.

Conformément à l'article 39 (1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'aménagement respectivement l'agrandissement de campings dans les zones inondables sont interdits. Il convient également de rappeler que toutes les zones se trouvant à proximité directe d'un cours d'eau peuvent être affectées par des inondations et/ou par la remontée de la nappe phréatique, même s'il n'y a pas de zones inondables déclarées obligatoires par le règlement grand-ducal du 5 février 2015.

Alors que, tel que plus amplement développé dans le chapitre précédent, les auteurs du rapport environnemental ont sous-estimé certaines incidences négatives potentielles respectivement ont omis d'évaluer l'une ou l'autre surface, le Ministre recommanderait donc de parfaire comme suit le projet d'aménagement général soumis pour avis :

- maintenir le statut de certaines surfaces actuellement classées zone verte sur le PAG en vigueur, surfaces plus amplement définies dans l'avis du Ministre émis au titre de l'article 5 de la loi PN ;
- classer en zone verte la surface 3-07 à Rodershausen pour des raisons d'incompatibilité avec les objectifs de conservation de la zone Natura 2000 LU0001002 ;
- greffer partie de la surface 3-13 à Rodershausen d'une SU consacrant le maintien de la forêt afin d'éviter des incompatibilités avec les objectifs de conservation de la zone Natura 2000 LU0001002 ;
- limiter la zone destinée à être urbanisée au niveau des surfaces 3-05 et 3-15 à Rodershausen à sa partie ouest c'est-à-dire la zone située à l'ouest du bâtiment existant. En effet, ce nouveau quartier RO-NQ-02 se trouve, selon une étude approfondie, sur la caractérisation hydromorphologique des cours d'eau luxembourgeois, basée sur le guide hydromorphologique de l'Agence fédérale allemande de l'environnement (UBA), dans un biotope nommé « Kernlebensraum ». Grâce à sa bonne qualité hydromorphologique, ce biotope est considéré comme un foyer permettant la recolonisation naturelle d'espèces caractéristiques du cours d'eau. Afin de le sauvegarder, un espace réservé au libre écoulement et à la dynamique fluviale naturelle devra être prévu;

- classer sous régime de ZAD un certain nombre de surfaces supplémentaires eu égard au potentiel de développement trop conséquent et dans l'optique de renforcer davantage les localités principales de la commune ;
- prévoir au niveau de la surface C4 deux coulées vertes Est-Ouest d'une largeur de 10m chacune afin de renforcer le maillage écologique et la synergie avec l'environnement naturel à l'Ouest du village. Pour maintenir une certaine flexibilité au niveau de la planification urbanistique ultérieure, la localisation exacte de ces deux coulées ne sera pas fixée de manière définitive au niveau de la partie graphique mais la patrie réglementaire en devra consacrer le principe ;
- prévoir au niveau de la surface zone mixte villageoise, rue du cimetière à Rodershausen, une SU dans l'intérêt de la conservation du mur en maçonnerie sèche le long du chemin et les structures végétales en bordure de forêt ;
- prévoir une SU plus large au niveau de la surface 3.16 à Rodershausen, afin d'augmenter la zone tampon par rapport au cours d'eau et de conserver un corridor plus large pour les chiroptères ;
- prévoir une servitude « urbanisation - cours d'eau » [E] au niveau de la surface 05-10 à Eisenbach (zones HAB-1 respectivement MIX-v) situées à une distance inférieure à 80 mètres de la crête de la berge du cours d'eau « Our ». Le nouveau quartier EB-NQ-05 est un biotope nommé « Aufwertungslebensraum » destiné à assurer la connectivité entre les différents « Kernlebensräume » ;
- prévoir pour la zone 12-03 à Hoscheid une SU consacrant une coulée verte d'une largeur de 10 m dans l'axe NE-SO dans l'intérêt d'une perméabilité écologique entre les espaces urbanisés et le milieu agricole environnant. Pour maintenir une certaine flexibilité au niveau de la planification urbanistique ultérieure, la localisation exacte de la coulée ne sera pas fixée de manière définitive au niveau de la partie graphique mais la patrie réglementaire en devra consacrer le principe ;
- prévoir en périphérie Est des zones 11-4, 11-5, 11-6 à Hoscheid-Dickt une SU – Paysage ;
- nuancer davantage le libellé de la SU-Paysage (P) en fonction des différentes circonstances de terrains. L'approche de prévoir la création d'un écran de verdure est en principe soutenue pour autant que la sensibilité paysagère des surfaces en question justifie la mise en œuvre d'une telle mesure. Il conviendra toutefois de prêter attention à ce qu'on n'aboutisse pas à une « fermeture » progressive des différents espaces paysagers, renforcée ici par la création de murs végétaux. Le diagnostic affiné du terrain, de l'impact visuel prévisible sur la silhouette du village concerné et de l'ambiance spécifique des lieux devra permettre de dégager une juste alternance entre axes de vue dégagées sur des édifices remarquables respectivement des volumétries bien insérées, coulées vertes reliant les noyaux de village avec le milieu naturel environnant, éléments naturels existants et la création d'une lisière végétale plus ou moins dense selon les circonstances ... . Il en devient dès lors

nécessaire de préciser dans la partie réglementaire du PAG la largeur de l'écran de verdure, le type de plantation (haie, rangée d'arbres ou bien un mélange des deux dans le sens du terme allemand « Baumhecke », bosquets, arbres isolés/ dans un souci de cohérence avec les paysages, ses structures devraient être constituées de variétés végétales locales...) ainsi que la densité des plantations. Il convient de rappeler dans ce contexte que la Cour Administrative, dans un récent jugement (numéro 38895C du rôle), a confirmé la légalité de servitudes comportant pour l'administré des obligations positives (p. ex. la mise en place de plantation de tel type selon tel type d'aménagement...). Selon le cas, l'obligation de la mise en place de cette lisière urbaine par le promoteur pourra être inscrite dans la partie écrite;

- libeller la SU-CE comme servitude nécessaire pour contribuer à atteindre le bon état écologique des cours d'eau en vertu de la directive cadre sur l'eau (2000/60/CE) conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et pour protéger l'habitat de la moule perlière (*Margaritifera margaritifera*) et de la mulette épaisse (*Unio crassus*), espèces prioritaires de la directive habitats 92/43/CEE.

La servitude « urbanisation - cours d'eau » [E] devra comprendre une bande enherbée ou boisée d'une certaine largeur à partir de la crête de la berge dans laquelle toute construction, toute modification du terrain naturel ainsi que tout changement de l'état naturel sont prohibés. Si la largeur de la servitude [E] dépasse 10 mètres, les infrastructures de viabilisation telles que les chemins piétons, les aires de jeux, les réseaux d'infrastructures et les rétentions d'eau seront admises.

Des exceptions, telles que par exemple un pont routier, un bassin d'orage ou toute autre construction de type « ponctuelle » ou de caractère public, mais aussi des mesures de renaturation, pourront être autorisées si aucun impact négatif sur l'habitat de la moule perlière et de la mulette épaisse ne sera démontré.

La largeur de cette servitude sera à adapter aux infrastructures existantes.

- prévoir pour la localité de Hosingen, une servitude « urbanisation - cours d'eau » [E] de 5 mètres à partir de la crête de la berge dans la zone PARC longeant le cours d'eau « Weschbichsbaach » (parcelles cadastrales n° 627/4605, 627/4139, 296/3820 et 551/782).

Pour la Ministre de l'Environnement



Camille GIRA  
Secrétaire d'Etat

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur  
Administration de la nature et des forêts  
Administration de l'environnement  
Administration de la gestion de l'eau

